



# PRÉFET DE LA GUYANE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté R03-2025-06-18-00001**

**portant**

actualisation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de la Base navale de Dégrad des Cannes et des modalités de maintien de l'accès aux ouvrages situés sur le fleuve Mahury, commune de Rémire-Montjoly

**LE PRÉFET**

**VU** le Code général de la propriété des personnes publiques ;

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** le Code de l'environnement ;

**VU** le décret du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 28 août 2019 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État en Guyane ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Antoine POUSSIER en qualité de préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;

**VU** l'arrêté du 14 octobre 2005 fixant la liste des tortues marines protégées sur le territoire national et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté du 01 juillet 2011 fixant la liste des mammifères marins protégés sur le territoire national et les modalités de leur protection

**VU** l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses

**VU** l'arrêté du 15 juillet 2021, portant nomination de Monsieur Ivan MARTIN, en qualité de directeur général des territoires et de la mer de Guyane ;

**VU** le Plan de Prévention des Risques Littoraux approuvé par arrêté n° 1174/SIRACEDPC du 25 juillet 2001 ;

**VU** l'arrêté du 6 septembre 2019 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sur la commune de Rémire-Montjoly

**VU** l'arrêté du 3 avril 2023 portant organisation des services de l'État en Guyane ;

**VU** l'arrêté du 05 avril 2024 portant délégation de signature à Monsieur Ivan MARTIN, directeur général des territoires et de la mer ;

**VU** l'arrêté du 08 avril 2024 portant subdélégation de signature de Monsieur Ivan Martin, directeur général des territoires et de la mer à ses collaborateurs ;

**VU** la demande du Ministère des Armées en date du 02 juin 2025 ,

**Considérant** que l'activité se déroule sur des parcelles appartenant à l'État et sont situées sur le domaine public maritime ;

**Considérant** la nécessité d'actualiser l'arrêté 6 septembre 2019 n°R03-2019-09-06-000, pour intégrer les urgences d'entretien de la Base navale afin de garantir la pérennité du stationnement des navires de la base navale de Dégrad des Cannes ;

**Considérant** que l'activité envisagée présente un intérêt public et n'est pas contraire aux intérêts des usagers ;

**Sur proposition** de la secrétaire générale des services de l'État.

**ARRÊTE**

### **Article liminaire :**

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n°R03-2019-09-06-0004, portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sur la commune de Rémire-Montjoly

### **Article 1 : Nature de l'occupation**

« Le pétitionnaire, la direction des Infrastructures de la défense de Cayenne du Ministère des Armées, SIRET 130 019 020 024 demeurant quartier de la Madeleine CS 56019 – 97306 CAYENNE Cedex, est autorisé à occuper le domaine public maritime conformément à sa demande pour :

- une zone d'extraction du sable, sur le périmètre de la base navale située à l'embouchure du fleuve Mahury (commune de Rémire-Montjoly) dans le cadre de l'entretien et du maintien de l'espace de stationnement de ses moyens nautiques
- deux zones de stockage tampon de surface supérieure ou égale à 25 000 m<sup>2</sup> au droit des parcelles du domaine public maritime suivantes :
  - parcelle AP 872 (parcelle déjà utilisée comme zone de stockage de sable) dans laquelle la présence d'une voie carrossable d'accès à la cale de mise à l'eau et d'une crique dont l'exutoire se termine sur le domaine maritime ne doivent pas être obstruées
  - parcelle 50 pas géométrique située avant la parcelle AP 332 pour les sédiments extraits puis évacués au fil de l'eau par voirie routière et par voie maritime (barge)
- une cale béton d'usage inter-administratif pour la mise à l'eau du matériel nautique
- un appontement toujours situé en rive gauche du fleuve Mahury
- une zone de protection de l'appontement, de la cale et des navires stationnés :

WGS84		RGFG95/UTM zone 22N	
O	N	X	Y
52°16'2,624 W	4°51'12,751 N	359 461.95	536 493.44
52°16'4,624 W	4°51'6,937 N	359 400.00	536 315.00
52°16'9,483 W	4°51'1,556 N	359 250.00	536 150.00
52°15'47,730 W	4°50'59,317 N	359 920.00	536 080.00
52°15'54,950 W	4°51'6,793 N	359 698.00	536 310.00
52°15'57,755 W	4°51'12,689 N	359 611.95	536 491.27

La présente autorisation concerne uniquement l'occupation temporaire du domaine public maritime mentionné et ne dispense en aucun cas le bénéficiaire d'obtenir les autres autorisations nécessaires sur la zone annexée.

### **Article 2 : Clauses financières**

Considérant que le projet revêt un caractère public, le pétitionnaire n'est pas soumis au paiement de redevance ou de droit fixe.

### **Article 3 : Obligations liées à l'entretien et à l'exploitation de l'ouvrage**

Le bénéficiaire a l'obligation d'entretien des ouvrages implantés sur le domaine public et reste responsable des dommages et des dégâts liés à un défaut de conception et d'entretien ou à une mauvaise utilisation de ses ouvrages qui pourraient survenir à autrui pendant la construction ou l'exploitation desdits ouvrages.

Le dragage de la zone périphérique au ponton flottant pour le maintien de l'accès aux navires, sera réalisé sur une zone de dépôt affleurant et identifiée au droit d'une parcelle 50 pas géométrique située à l'avant des parcelles AP332, AP 331 et AP 872

Les matériaux seront sortis de l'eau par une drague aspiratrice sans plongeur pour la partie en eau et par des engins de travaux publics type pelleuse hydraulique sur pneumatiques et/ou chenillés pour la zone terrestre. Ils seront stockés sur la rive gauche du fleuve Mahury dans la dite zone intégrées au périmètre de la base navale et en partie sur la AP 872.

### **Article 4 : Bornage, signalisation**

La signalisation délimitant les zones de circulation et d'appontement est mise en place et maintenue à la charge exclusive du bénéficiaire.

### **Article 5 : Propreté du site**

Le bénéficiaire devra tenir les ouvrages et leurs abords en parfait état de propreté et d'entretien. Il procédera à l'enlèvement et l'évacuation de tous les détritiques (papiers, bouteilles, emballages, huiles, pièces mécaniques hors d'usages, etc.).

### **Article 6 : Propreté du site**

L'autorisation accordée par le présent arrêté, est donnée au bénéficiaire visé à l'article 1. En cas de cession ou de transfert non autorisée des installations, ce titulaire restera responsable des conséquences de l'occupation.

### **Article 7 : Durée, renouvellement**

La présente autorisation est accordée pour une durée de dix ans (**10 ans**) à compter de la signature du présent arrêté.

Sa durée ne saurait, en aucun cas, dépasser la date fixée et l'occupation cessera de plein droit à l'issue de la période autorisée si l'autorisation n'est pas renouvelée.

### **Article 8 : Travaux nouveaux, modification et renouvellement des termes de l'occupation**

Toute adjonction ou modification substantielle de l'occupation devra faire l'objet d'une autorisation préalable et écrite du préfet, accordée dans les mêmes conditions que la présente autorisation.

En cas de retard dans l'établissement de la procédure de renouvellement ou de modification, le pétitionnaire pourra demander une prolongation de son autorisation jusqu'à la finalisation de celle-ci.

Les demandes de renouvellement ou de modification d'autorisation devront être présentées par le pétitionnaire trois mois au moins avant l'expiration de la période en cours. Elles seront adressées à Monsieur le Préfet de Guyane ou, le cas échéant au directeur général des territoires et de la mer (DGTM).

### **Article 9 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 10 : Agents de l'administration**

Le pétitionnaire sera tenu, en outre, de se conformer à toutes les prescriptions générales ou particulières, existantes ou à venir sur la gestion du domaine public, qui pourraient lui être ordonnées par les agents de l'État. L'inobservation de ces prescriptions pourra entraîner la résiliation de la présente autorisation.

Les agents des services de l'État, notamment la douane, la gendarmerie, l'agence régionale de la santé, la direction générale des territoires et de la mer, auront constamment libre accès aux installations autorisées.

### **Article 11 : Clauses particulières – Sécurité publique**

Les travaux devront être réalisés dans les règles de l'art et dans le respect des normes de navigation et d'utilisation des matériels nécessaires à la réalisation des fondations et appuis en rivièr de l'ouvrage.

Sans préjudice des prescriptions légales ou réglementaires, par ailleurs applicables, il est rappelé au pétitionnaire qu'il devra impérativement :

#### **1- Pendant la phase d'exploitation normale**

Les accès au chenal et au bassin d'évitage du grand port maritime de Guyane doivent être maintenus en permanence.

A l'intérieur des limites de la zone d'apponnement :

- aucun bâtiment de commerce ou de plaisance ne peut s'amarrer sans l'autorisation du ministère de la Défense
- aucune installation fixe ou durable ne peut être aménagée par qui que ce soit sans l'autorisation écrite du ministère de la défense.
- assurer la circulation du public sur la plage du domaine public maritime concernée par la présente autorisation

#### **2- Pendant la phase des travaux de dragage :**

- mettre en place une vigilance dans les modalités d'occupation du bord de mer, en vérifiant l'état de la zone susceptible d'être déstabilisée pendant les travaux ;
- préserver l'exutoire de la crique située et la voie carrossable d'accès à la cale situés sur la parcelle AP 872
- les barges et navires habilités aux travaux devront être équipés de l'armement obligatoire, ainsi que de la signalisation en vigueur (travail jour/nuir).
- disposer d'équipage d'engin de chantier et de la barge avec les qualifications adaptées.
- veiller à ce que les travaux soient exécutés dans les règles de l'art et respectent l'environnement, notamment en veillant à ne jeter, déverser ou laisser s'écouler une ou des substances dont l'action ou les réactions entraîneraient directement ou indirectement des effets nuisibles sur la santé ;
- tenir le chantier et ses abords en parfait état de propreté et d'entretien. Cela comprend notamment l'enlèvement et l'évacuation de tous les détritux : papiers, bouteilles, emballages, huiles, pièces mécaniques hors d'usages, etc en fin de travaux
- interdire l'accès du public sur la partie du domaine public objet de la présente autorisation, notamment : pour la baignade et la pêche à proximité durant les travaux.

### **Article 12 : Constitution de droits réels**

La présente autorisation d'occupation temporaire du domaine public n'est pas constitutive de droits réels.

**Article 13 : Publication et exécution**

Le directeur général des territoires et de la mer est chargé de notifier le présent arrêté au pétitionnaire.

La secrétaire générale des services de l'État, le directeur général des territoires et de la mer de la Guyane, Messieurs le maire de la commune de Rémire-Montjoly, le général commandant la gendarmerie de Guyane, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de Guyane.

Cayenne, le 18 Juin 2025

Pour le Préfet de la Région Guyane,  
Par délégation le directeur général des territoires et de la mer,  
Par subdélégation l'adjoint à a cheffe de service des affaires maritimes,  
littorales et fluviales, chef de l'unité stratégie, environnement et  
gestion du domaine public



Stéphane MAZOUNIE

**VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

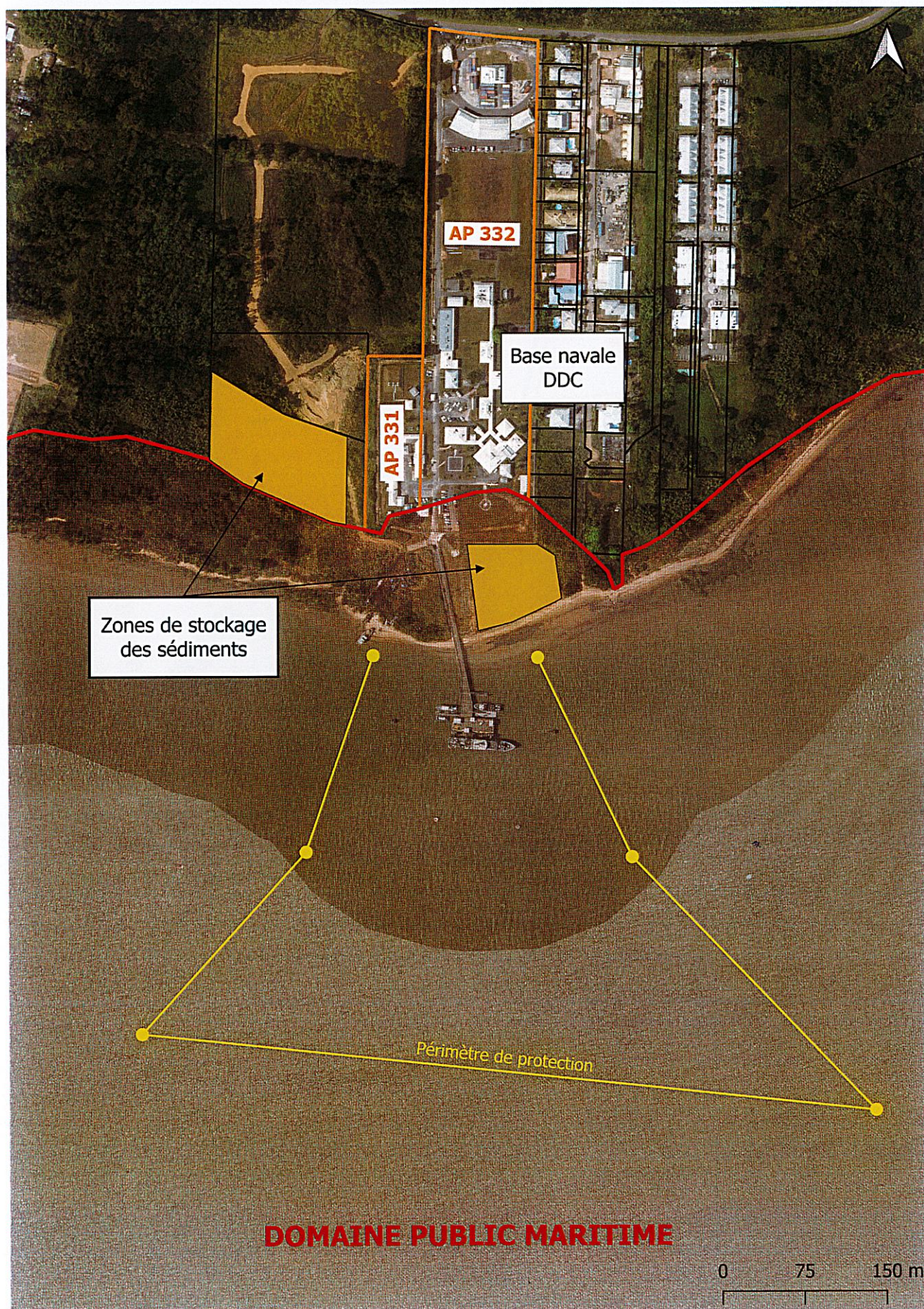
La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guyane - 7 rue Schoelcher, BP 5030, 97305 Cayenne Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



Annexe à l'arrêté portant actualisation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de la Base navale de Dégrad des Cannes et des modalités de dragage pour le maintien de l'accès aux ouvrages situés sur le fleuve Mahury, commune de Rémire-Montjoly

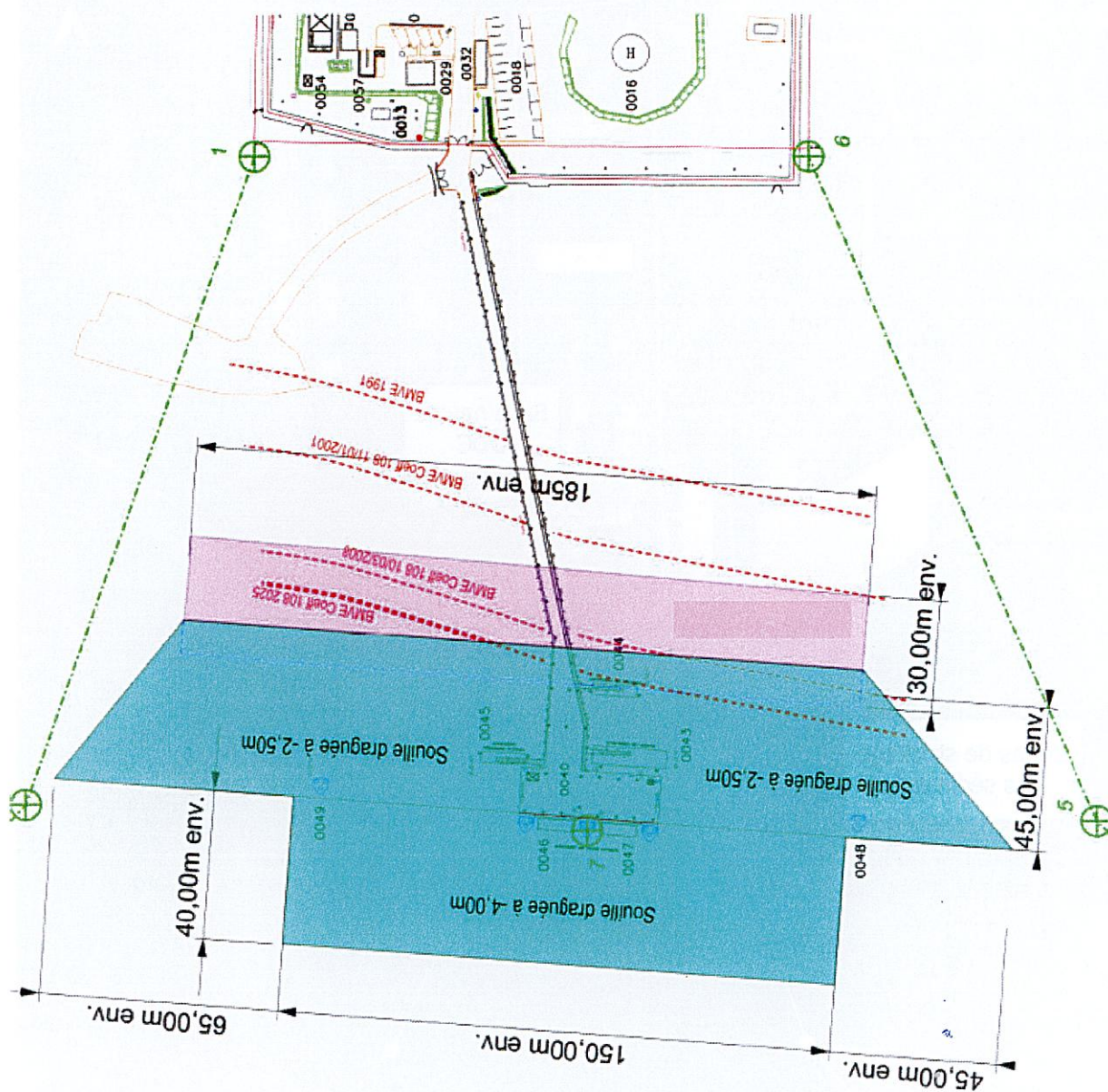
Zones de stockage et périmètre de la base navale maritime et terrestre





Annexe à l'arrêté portant actualisation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de la Base navale de Dégrad des Canes et des modalités de dragage pour le maintien de l'accès aux ouvrages situés sur le fleuve Mahury, commune de Rémire-Montjoly

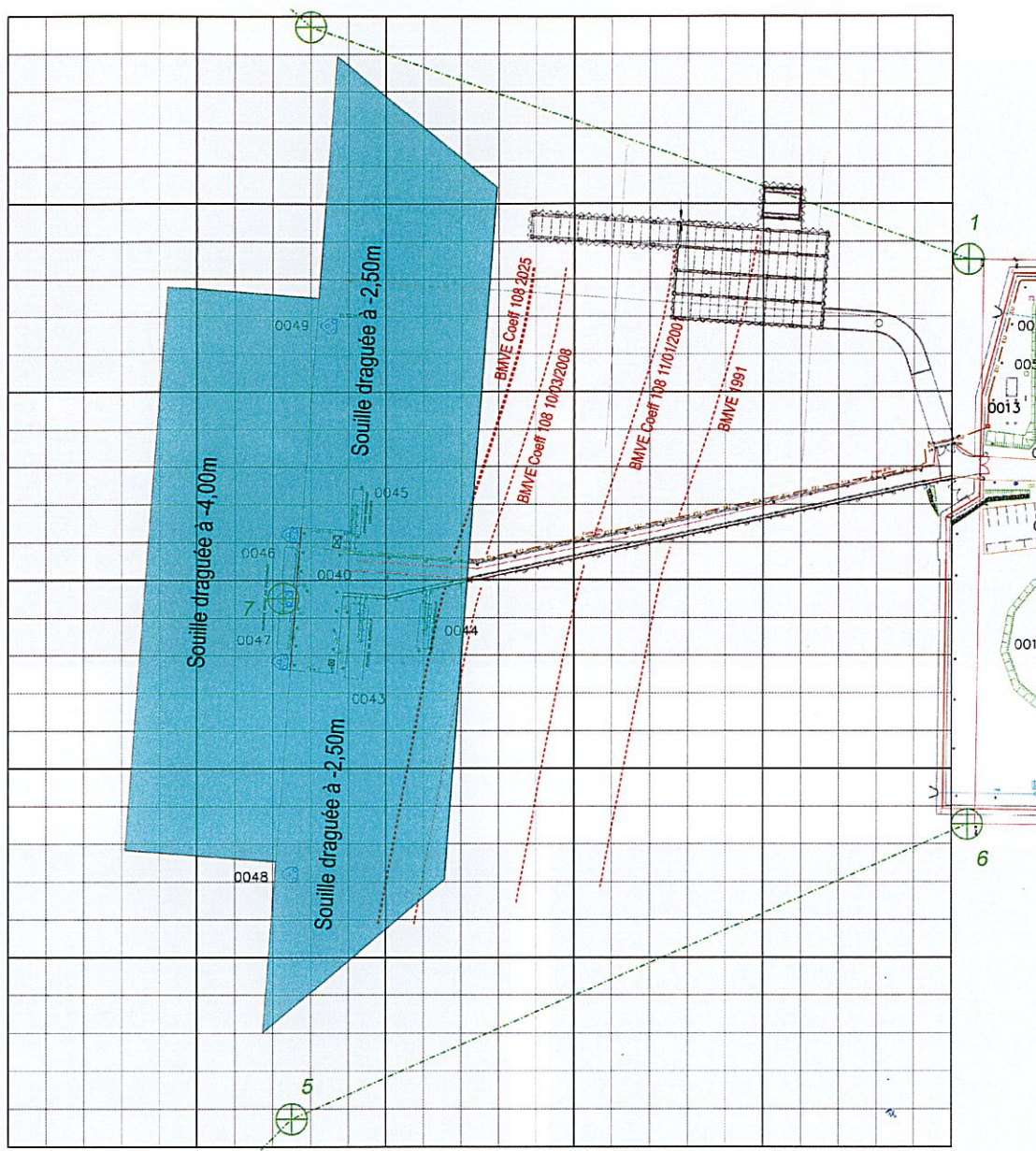
Zone de dragage





Annexe à l'arrêté portant actualisation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de la Base navale de Dégrad des Canes et des modalités de dragage pour le maintien de l'accès aux ouvrages situés sur le fleuve Mahury, commune de Rémire-Montjoly

Zone à draguer avec future cale d'accès à l'eau des services de l'Etat





Annexe à l'arrêté portant actualisation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de la Base navale de Dégrad des Cannes et des modalités de dragage pour le maintien de l'accès aux ouvrages situés sur le fleuve Mahury, commune de Rémire-Montjoly

Zone de stationnement à draguer

